



27 novembre 2014

**Réponse de l'UPRIGAZ à la consultation publique
de la Commission de régulation de l'énergie
relative aux plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF**

A titre liminaire, l'UPRIGAZ se félicite que la CRE procède chaque année à une consultation publique sur les plans décennaux de développement des gestionnaires de réseau français et que ces plans s'intègrent, à la maille européenne, dans le plan de développement des réseaux de l'ENTSOG.

Néanmoins, l'UPRIGAZ observe que les hypothèses d'évolution de la consommation de gaz en France à l'horizon 2023 retenues par les GRT ne sont pas cohérentes avec les objectifs fixés par le projet de loi sur la transition énergétique, actuellement en cours de préparation. Il semble en effet que l'on s'oriente vers une réduction significative des consommations d'énergie fossile et notamment de gaz naturel alors que le document de consultation prévoit une légère croissance à l'horizon 2023.

Il en est de même en Europe où, comme le rappelle le CEER dans la récente consultation publique sur le stockage, la demande tend à décliner sous l'effet conjugué de la baisse de l'activité industrielle, de l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur du chauffage et du développement de la génération électrique à partir du charbon et des ENR au détriment des centrales à gaz.

Par ailleurs, l'UPRIGAZ réclame depuis plusieurs années la mise en place d'un modèle de réseau en France, sous l'égide des pouvoirs publics, qui permettrait à l'ensemble des parties prenantes de disposer d'un outil permettant d'aider à déterminer les investissements de développement des infrastructures dans plusieurs scénarios d'offre-demande, et au meilleur coût. Cette demande est systématiquement restée sans réponse.

Question 1 : Les modalités actuelles de consultation du marché par les GRT vous donnent-elles satisfaction ?

L'UPRIGAZ observe avec satisfaction que les modalités de consultation du marché par les GRT sont nombreuses et permettent des échanges constants entre acteurs du marché.

Néanmoins, on constate depuis plusieurs mois que les expéditeurs, notamment sous l'effet des codes de réseau européens, refusent de plus en plus de s'engager à long terme. On perçoit une tendance à remettre en cause les droits dont devraient normalement bénéficier les expéditeurs long terme, en contrepartie des engagements *ship or pay* qu'ils ont acceptés de contracter et qui ont servi à justifier et à engager les investissements. A cela s'ajoute une incertitude sur l'origine des flux, du fait notamment des arbitrages sur le marché mondial du GNL. Un débat est ainsi aujourd'hui ouvert en Europe, visant à autoriser les expéditeurs à se désengager de leurs réservations de capacité long terme (reset clause).

Dans ce contexte, sur un marché où les réservations de capacité sont de plus en plus orientées vers le court terme, il est extrêmement délicat d'engager des projets d'investissements amortissables à long terme, alors même qu'il est impossible de prévoir avec un certain degré de certitude l'origine des flux et le niveau des consommations.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les prévisions de consommation de GRTgaz et TIGF à l'horizon des plans à 10 ans ?

Comme nous l'avons souligné à titre liminaire, les prévisions de consommation affichées par les gestionnaires nous apparaissent devoir être mises en perspective avec les orientations de la politique énergétique européenne et les dispositions de la future loi sur la transition énergétique.

Question 3 : Quel avis portez-vous sur la solution d'investissement proposée par GRTgaz pour créer 100 GWh/j de capacités « quasi-fermes » en entrée France ?

L'UPRIGAZ partage l'analyse de la CRE et estime que la proposition de GRTGaz de créer 100 GWh/j de capacités « quasi-fermes » en entrée en France, moyennant un investissement limité de 12 M d'euros, est justifiée. En effet, dans le climat d'incertitude souligné précédemment, investir 250 M d'euros pour développer des capacités d'entrée en France depuis la Suisse et l'Italie représenterait un risque excessif. D'ailleurs, on peut observer que les expéditeurs « long terme » ont refusé de valider l'*open season* lancé en 2012, et que depuis lors le contexte s'est plutôt dégradé.

Question 4 : Les projets de GRTgaz et de TIGF vous paraissent-ils refléter correctement les besoins du marché à l'horizon du plan ?

L'UPRIGAZ réaffirme en revanche la nécessité de renforcer le plus rapidement possible la liaison nord-sud en France, suivant le schéma d'investissement Val de Saône + Gascogne-Midi, afin de créer une place de marché unique en 2018, ou au plus tard en 2019. En dehors de ce projet, seuls les travaux de raccordement du terminal de Dunkerque nous semblent devoir être conduits.

Question 5 : Avez-vous d'autres remarques en ce qui concerne les plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF ?

Pas d'observation particulière.